

Art. 18. De sectorale programma's kunnen afzonderlijk dan wel gegroepeerd worden opgemaakt.

Zij omvatten sectorale richtsnoeren, zoals bedoeld in artikel 8, en worden opgemaakt met inachtneming van de artikelen 11 tot 16, met uitzondering van de bepalingen betreffende de frequentie van de opmaking en onverminderd de afwijkende bepalingen vastgesteld door de Regering om rekening te houden met de eigenheden van betrokken sector.

HOOFDSTUK II. — *De « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable »*

Art. 19. Er wordt een « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable » opgericht.

Art. 20. De opdracht van deze Raad bestaat in het vervullen van de taken die hem worden toevertrouwd bij dit decreet, bij het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest en bij de wet van 16 juli 1993 ter vervollediging van de federale staatsstructuur, alsmede van alle andere taken waarmee hij door de Regering kan worden belast.

Art. 21. De Regering stelt de regels voor de samenstelling en de werking van de Raad vast.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigings- en overgangsbepalingen*

Art. 22. Artikel 11, § 1, van het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest is opgeheven.

In § 2, voortaan enig lid van artikel 11 van voornoemd decreet worden de woorden « Conseil wallon de l'environnement » vervangen door de woorden « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable », ingesteld bij het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling.

In artikel 13 van voornoemd decreet worden de woorden « Conseil wallon de l'environnement » vervangen door de woorden « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable ».

Art. 23. Het decreet van 12 februari 1987 met betrekking tot het uitbrengen van een verslag over de toestand van het Waalse leefmilieu, zoals gewijzigd bij het decreet van 4 juni 1992, is opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 21 april 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling,  
Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,

A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

F. 94 — 1114

[C — 27227]

21 AVRIL 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant les règles de l'enquête publique et de la consultation relatives à la planification d'environnement dans le cadre du développement durable

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980 et les lois du 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de donner aux intéressés, et en particulier aux communes, le temps matériel requis pour la bonne organisation de l'enquête publique et de la consultation sur le projet de plan d'environnement pour le développement durable, dont le délai prend cours le 9 mai 1994;

Considérant que les règles de l'enquête publique et de la consultation doivent pouvoir s'appliquer également dans la procédure d'adoption des programmes sectoriels;

Considérant qu'un délai d'enquête publique et de consultation de quarante-cinq jours permet une plus grande souplesse ainsi qu'une analyse plus approfondie du projet de plan;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. L'enquête publique et la consultation prévues aux articles 12 et 13 du décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre de développement durable, sont organisées conformément aux articles suivants.

**Art. 2.** L'enquête publique a lieu pendant une période de quarante-cinq jours débutant à la date fixée par le Gouvernement. Les personnes et instances consultées obligatoirement en vertu de l'article 13 du décret et celles que le Ministre de l'Environnement décide de consulter transmettent leurs avis motivés au Ministre de l'Environnement endéans les trente jours de la clôture de l'enquête publique.

**Art. 3.** Les autorités communales veillent à informer la population au sujet du projet de plan ou programme et des modalités de l'enquête publique. Cette information est basée sur les documents fournis par le Ministre de l'Environnement. Les autorités communales accusent directement réception des documents et procèdent de la manière suivante :

1. Affichage, aux endroits habituels d'affichage en parfaites conditions de visibilité et de lisibilité et pendant les quarante-cinq jours de l'enquête publique, d'un avis public d'enquête établi selon le modèle figurant à l'annexe.

2. Annonce de l'enquête, dans les mêmes termes que ceux repris dans l'avis affiché et au plus tard sept jours après la date du début de l'affichage, dans au moins deux journaux diffusés dans la région et ce à au moins deux reprises.

Les annonces dans les journaux peuvent être groupées pour plusieurs communes voisines, à condition que les dates, heures et lieux où le dossier dont il est question au point 3 est disponible soient spécifiquement précisés.

3. Pendant les quarante-cinq jours d'affichage, le dossier du projet de plan ou de programme peut être consulté à l'endroit indiqué sur l'avis. Cet endroit doit être accessible au public pendant les heures habituelles d'ouverture de l'administration communale et au moins une fois par semaine jusqu'à 20 heures ou le samedi matin.

4. Pendant les quarante-cinq jours d'affichage, tout intéressé peut adresser ses commentaires, critiques et recommandations, par écrit, à l'administration communale. Tout envoi doit porter le nom, l'adresse et la signature du ou des auteurs.

5. Dans le même délai de quarante-cinq jours, les autorités communales peuvent décider de soumettre le projet de plan ou programme à l'avis des commissions consultatives qu'elles ont instituées, et dont les compétences touchent des matières abordées dans le texte soumis à enquête. Un compte-rendu du ou des avis émis est réalisé par écrit.

6. Les autorités communales peuvent mettre en œuvre des initiatives supplémentaires d'information du public.

7. Dans les trente jours de la clôture de l'enquête publique, les autorités communales adressent au Ministre de l'Environnement une copie des avis émis par la population et/ou les commissions citées au point 5, auxquels sont joints les éventuels rapport de synthèse et avis motivé du conseil communal.

**Art. 4.** Le Gouvernement n'est pas tenu de prendre en considération les avis rentrés en dehors des délais fixés à l'article 2 et à l'article 3, point 7.

**Art. 5.** Le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 21 avril 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie,  
des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

Annexe

#### Avis à la population

L'administration communale de ..... informe la population qu'en vertu du décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre de développement durable et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 1994 établissant les règles de l'enquête publique et de la consultation relatives à la planification d'environnement dans le cadre du développement durable, et conformément à la décision du Gouvernement wallon du ....., le Ministre de l'Environnement pour la Région wallonne a soumis à une enquête publique le projet de plan (ou programme) (suit l'intitulé) pendant une période allant du ..... au .....

La population est invitée à :

1. consulter le dossier soumis à enquête publique à l'adresse suivante : .....

aux jours et heures suivants : .....

2. introduire par écrit ses observations à l'administration communale et ce à l'adresse suivante : .....

..... avant le : .....

#### ÜBERSETZUNG

D. 94 — 1114

[C — 27227]

#### 21. APRIL 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Regelungen für die öffentliche Untersuchung und die Konsultation zur Umweltplanung im Rahmen einer dauerhaften Entwicklung

Aufgrund des Dekrets vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer dauerhaften Entwicklung;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980 und die Gesetze vom 16. Juni und 4. Juli 1989;

In Erwägung der Dringlichkeit, die durch die Notwendigkeit begründet wird, den Betroffenen und insbesondere den Gemeinden die Zeit zu gewähren, die für eine ordnungsgemäße Organisation der öffentlichen Untersuchung und Konsultation zum Entwurf eines Umweltplans für eine dauerhafte Entwicklung erforderlich ist und deren Frist am 9. Mai 1994 beginnt;

In der Erwägung, daß die Regeln für die öffentliche Untersuchung und die Konsultation ebenfalls für das Genehmigungsverfahren der sektoralen Programme gelten müssen;

In der Erwägung, daß eine Frist von fünfundvierzig Tagen für die öffentliche Untersuchung und Konsultation eine größere Flexibilität sowie eine eingehendere Analyse des Planentwurfs erlaubt;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Die in Artikeln 12 und 13 des Dekrets vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer dauerhaften Entwicklung vorgesehene öffentliche Untersuchung und Konsultation werden gemäß den nachstehenden Artikeln organisiert.

**Art. 2.** Die öffentliche Untersuchung wird während eines Zeitraumes von fünfundvierzig Tagen ab dem von der Regierung festgelegten Termin stattfinden. Die gemäß Artikel 13 des Dekrets konsultierten Personen und Instanzen übermitteln dem Ministerium der Umwelt ihre begründeten Stellungnahmen innerhalb von dreißig Tagen nach Beendigung der öffentlichen Untersuchung.

**Art. 3.** Die gemeindlichen Behörden tragen dafür Sorge, die Bevölkerung über den Plan- bzw. Programm-entwurf sowie über die Bedingungen der öffentlichen Untersuchung zu informieren. Diese Information stützt sich auf die durch den Minister der Umwelt ausgelieferten Unterlagen. Die gemeindlichen Verwaltungen bestätigen direkt den Erhalt der Unterlagen und gehen in folgender Weise vor :

1. Aushang einer Ankündigung der öffentlichen Untersuchung, die nach dem im Anhang beiliegenden Muster verfaßt ist, an den üblichen Anschlagorten mit ordnungsgemäßen Bedingungen für Sichtbarkeit und Lesbarkeit und während des Zeitraumes der fünfundvierzig Tage der öffentlichen Untersuchung.

2. Bekanntmachung der Untersuchung mit dem gleichen Wortlaut wie dem im Ankündigungsaushang und spätestens sieben Tage nach dem Beginn des öffentlichen Aushangs in mindestens zwei Ausgaben von mindestens zwei Zeitungen mit regionaler Verbreitung.

Diese Zeitungsannoncen können unter der Voraussetzung, daß die Daten, Uhrzeiten und Orte, zu denen das unter Punkt 3 aufgeführte Dossier verfügbar ist, jeweils genau angegeben werden, für mehrere Nachbargemeinden gruppiert erfolgen.

3. Während des fünfundvierzig-tägigen Aushanges können die Unterlagen zum Plan- oder Programm-entwurf an dem in der Ankündigung genannten Ort eingesehen werden. Dieser Ort muß für die Öffentlichkeit während der normalen Öffnungszeiten der gemeindlichen Verwaltung und zumindest einmal wöchentlich bis 20 Uhr oder am Samstag morgen zugänglich sein.

4. Während des fünfundvierzig-tägigen Aushanges kann jeder Betroffene seine Kommentare, Kritik oder Empfehlungen schriftlich an die Gemeindeverwaltung richten. Jedes Schreiben muß den Namen, die Adresse und die Unterschrift des oder der Verfasser tragen.

5. In der gleichen Frist der fünfundvierzig Tage können die gemeindlichen Behörden beschließen, den Plan- oder Programm-entwurf den von ihnen eingerichteten Konsultativausschüssen vorzulegen, die für die in dem zur Untersuchung gebrachten Text angesprochenen Inhalte zuständig sind. Ein Protokoll oder eine ergangene Stellungnahme wird schriftlich festgehalten.

6. Die gemeindlichen Behörden können zusätzliche Maßnahmen zur Information der Öffentlichkeit durchführen.

7. Innerhalb von dreißig Tagen nach Beendigung der öffentlichen Untersuchung sendet die Gemeindeverwaltung dem Minister der Umwelt eine Kopie der Stellungnahme der Bevölkerung und/oder der in Punkt 5 angeführten Ausschüsse zusammen mit eventuellen zusammenfassenden Berichten und begründeter Stellungnahme des Gemeinderates.

**Art. 4.** Die Regierung ist nicht gehalten, die außerhalb der in Artikel 2 und Artikel 3 Punkt 7 festgelegten Fristen eingegangenen Stellungnahmen in Betracht zu ziehen.

**Art. 5.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Namur, den 21. April 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

#### Anlage

##### Bekanntmachung an die Bevölkerung

Die Gemeindeverwaltung von ..... gibt bekannt, daß gemäß des Dekrets vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer dauerhaften Entwicklung und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. April 1994 zur Festlegung der Regelungen für die öffentliche Untersuchung und die Konsultation zur Umweltplanung im Rahmen einer dauerhaften Entwicklung sowie in Übereinstimmung mit dem Beschluß der Wallonischen Regierung vom ..... der Minister der Umwelt für die Wallonische Region den Entwurf eines Planes (oder Programms) (gefolgt vom Titel) für den Zeitraum vom ..... bis zum ..... zur öffentlichen Untersuchung vorlegt.

Die Bevölkerung wird aufgefordert :

1. Einblick in das zur öffentlichen Untersuchung ausgelegte Dossier unter der folgenden Adresse :

.....

und an den folgenden Tagen und Uhrzeiten : ..... zu nehmen;

2. Stellungnahmen schriftlich an die Gemeindeverwaltung unter folgender Adresse :

.....

vor dem : ..... zu senden.

## VERTALING

N. 94 — 1114

[C — 27227]

**21 APRIL 1994. — Besluit van de Waalse Regering  
tot vaststelling van de regeling voor de terinzagelegging en raadpleging  
betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980 en de wetten van 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de betrokkenen, en meer bepaald de gemeenten, moeten kunnen beschikken over de nodige tijd voor de goede organisatie van de terinzagelegging en raadpleging m.b.t. het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, waarvan de termijn op 9 mei 1994 aanvangt;

Overwegende dat de regeling voor de terinzagelegging en raadpleging eveneens op de goedkeurings-procedure van de sectorale programma's moet kunnen worden toegepast;

Overwegende dat een termijn voor terinzagelegging en raadpleging van vijftien dagen een grotere soepelheid alsmede een verdergaande bestudering van het ontwerp-plan mogelijk maakt;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

**Artikel 1.** De terinzagelegging en raadpleging, zoals bedoeld in de artikelen 12 en 13 van het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling, worden overeenkomstig de navolgende artikelen geregeld.

**Art. 2.** De terinzagelegging duurt vijftien dagen, te rekenen vanaf de door de Regering vastgestelde datum. De krachtens artikel 13 van het decreet verplicht geraadpleegde personen en instanties en die welke de Minister van Leefmilieu beslist te raadplegen, doen hem hun met redenen omklede adviezen binnen dertig dagen na afsluiting van de terinzagelegging toekomen.

**Art. 3.** De gemeentelijke overheid licht de bevolking voor omtrent het ontwerp-plan of -programma en de praktische modaliteiten van de terinzagelegging. De voorlichting gaat uit van de door de Minister van Leefmilieu verstrekte documenten. De gemeentelijke overheid bevestigt onmiddellijk ontvangst van de documenten en gaat te werk als volgt :

1. Aanplakking van een naar bijgaand model opgesteld bericht van terinzagelegging op de gebruikelijke aanplakplaatsen en zodanig dat het gedurende de vijftien dagen van de terinzagelegging perfect zicht- en leesbaar blijft.

2. Aankondiging van de terinzagelegging in dezelfde bewoordingen als die van het aangeplakte bericht en uiterlijk zeven dagen na de dag waarop het bericht werd aangeplakt, in tenminste twee in het Gewest verspreide dagbladen en minstens tweemaal.

De aankondigingen in de dagbladen mogen voor verschillende naburige gemeenten worden gegroepeerd, op voorwaarde dat datum, tijd en plaats waar het onder punt 3 bedoelde dossier beschikbaar is, duidelijk zijn vermeld.

3. Gedurende de vijftien dagen van aanplakking kan het dossier betreffende het ontwerp-plan of -programma op de in het bericht aangeduide plaats worden ingezien. Deze plaats dient voor het publiek toegankelijk te zijn tijdens de gewone werktijden van het gemeentebestuur en minstens één keer per week tot 20 uur of op zaterdag voormiddag.

4. Tijdens de vijftien dagen van aanplakking kan elke belanghebbende zijn commentaar, aanmerkingen en aanbevelingen schriftelijk aan het gemeentebestuur richten. Elk schrijven dient naam, adres en handtekening van de auteur(s) te vermelden.

5. Binnen dezelfde termijn van vijftien dagen kan de gemeentelijke overheid beslissen het ontwerp-plan of -programma voor advies voor te leggen aan de door haar ingestelde overlegcommissies waarvan de bevoegdheden op de terinzagelegging teksten betrekking hebben. Over het uitgebrachte advies wordt schriftelijk gerapporteerd.

6. De gemeentelijke overheid kan extra initiatieven voor de voorlichting van het publiek uitwerken.

7. Binnen dertig dagen na afsluiting van de terinzagelegging doet het gemeentebestuur de Minister van Leefmilieu, samen met de eventuele synthesesnota's en het met redenen omklede advies van de gemeenteraad, een afschrift toekomen van de door de bevolking en/of de onder punt 5 bedoelde overlegcommissies uitgebrachte adviezen.

**Art. 4.** De Regering dient geen rekening te houden met adviezen die worden ingediend na afloop van de in artikel 2 en artikel 3, punt 7, gestelde termijnen.

**Art. 5.** De Minister tot wiens bevoegdheden Leefmilieu behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn ondertekening.

Namen, 21 april 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

## Bijlage

## Bericht aan de bevolking

Het gemeentebestuur van ..... deelt de bevolking mede dat krachtens het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling, het besluit van de Waalse Regering van 21 april 1994 tot vaststelling van de regeling voor terinzagelegging en raadpleging betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling en de beslissing van de Waalse Regering van ....., de Minister van Leefmilieu een ontwerp-plan (of -programma) (titel volgt) ter inzage heeft gelegd gedurende de periode van ..... tot .....

De bevolking wordt verzocht :

1. het ter inzage gelegde dossier te raadplegen op het volgende adres : .....
- op de volgende dagen en uren : .....
2. haar opmerkingen bij het gemeentebestuur schriftelijk in te dienen op het volgende adres : .....

..... vóór .....

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

**23 MAART 1994.** — Ministerieel besluit houdende benoeming van nieuwe leden van de Nationale Commissie voor de hervorming van de wetgeving inzake jeugdbescherming

De Minister van Justitie,

Gelet op het koninklijk besluit van 9 oktober 1991 tot oprichting van de Nationale Commissie voor de hervorming van de wetgeving inzake jeugdbescherming;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 januari 1992 houdende benoeming van de leden van de Nationale Commissie voor de hervorming van de wetgeving inzake jeugdbescherming,

Besluit:

**Artikel 1.** Mevr. Deslypere, H., substituuat procureur des Konings te Brugge, wordt benoemd tot lid van de Nationale Commissie voor de hervorming van de wetgeving inzake jeugdbescherming.

**Art. 2.** Worden benoemd tot plaatsvervangend lid van de Nationale Commissie voor de hervorming van de wetgeving inzake jeugdbescherming :

- Mevr. Hänsch, B., jeugdrechter te Antwerpen;
- de heer Baesen, G., eerste substituuat procureur des Konings te Gent.

Brussel, 23 maart 1994.

M. WATHELET

## MINISTERE DE LA JUSTICE

**23 MARS 1994.** — Arrêté ministériel portant nomination de nouveaux membres de la Commission nationale pour la réforme de la législation relative à la protection de la jeunesse

Le Ministre de la Justice,

Vu l'arrêté royal du 9 octobre 1991 instituant la Commission nationale pour la réforme de la législation relative à la protection de la jeunesse;

Vu l'arrêté ministériel du 15 janvier 1992 portant nomination des membres de la Commission nationale pour la réforme de la législation relative à la protection de la jeunesse,

Arrête :

**Article 1er.** Mme Deslypere, H., substituuat procureur du Roi à Bruges, est nommée membre de la Commission nationale pour la réforme de la législation relative à la jeunesse.

**Art. 2.** Sont nommés en qualité de membre suppléant de la Commission nationale pour la réforme de la législation relative à la protection de la jeunesse :

- Mme Hänsch, B., juge de la jeunesse à Anvers;
- M. Baesen, G., premier substituuat du procureur du Roi à Gand.

Bruxelles, le 23 mars 1994.

M. WATHELET

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN  
EN AMBTENARENZAKEN

12 APRIL 1994

Ministerieel besluit tot oprichting van de Commissie materieel

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op het koninklijk besluit van 31 maart 1994 tot vaststelling van de procedure van de goedkeuring van de alarmsystemen en alarmcentrales, bedoeld in de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, inzonderheid op artikel 3, § 1,

Besluit:

**Artikel 1.** Tot leden van de Commissie materieel worden benoemd :

1° als vertegenwoordigers van het Ministerie van Binnenlandse Zaken :

- effectieve leden :  
Mevr. R. Eeckhoudt, Mej. C. Dubuisson;
- plaatsvervangende leden :  
Mej. K. Sors, de heer T. Somers;

MINISTERE DE L'INTERIEUR  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

12 AVRIL 1994. — Arrêté ministériel  
relatif à la création de la Commission matériel

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu l'arrêté royal du 31 mars 1994 fixant la procédure d'approbation des systèmes et centraux d'alarme, visés dans la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sont nommés comme membres de la Commission matériel :

1° comme représentants du Ministère de l'Intérieur :

- membres effectifs :  
Mme R. Eeckhoudt, Mlle C. Dubuisson;
- membres suppléants :  
Mlle K. Sors, M. T. Somers;